



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.434/4
du 18 mai 2015

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
assentiment à la Convention
internationale de Nairobi sur
l'enlèvement des épaves, 2007,
ainsi qu'à l'annexe, faites à
Nairobi le 18 mai 2007'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.434/4
van 18 mei 2015

over

een voorontwerp van
ordonnantie van de Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met het
International Verdrag van
Nairobi betreffende de
verwijdering van wrakken,
2007, en de bijlage, opgemaakt
in Nairobi op 18 mei 2007'

Le 17 avril 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, 2007, ainsi qu'à l'annexe, faites à Nairobi le 18 mai 2007'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 mai 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mai 2015.

*

Op 17 april 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het International Verdrag van Nairobi betreffende de verwijdering van wrakken, 2007, en de bijlage, opgemaakt in Nairobi op 18 mei 2007'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 mei 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 mei 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose comme suit :

« Art. 3. Chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet :

1° il ou elle veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, et de l'intégration de la dimension du genre dans tous les nouveaux plans de gestion, dans tous les nouveaux contrats de gestion ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des services publics bruxellois et des organismes d'intérêt public bruxellois qui relèvent de sa compétence. À cette fin, il ou elle approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques ;

2° pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut régler le modèle de rapport d'évaluation de l'impact, dit 'test gender' ;

3° il ou elle veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre ».

L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 est entré en vigueur le 10 juin 2014, en vertu de l'article 9, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance.

Le 24 avril 2014, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'article 13 de cet arrêté dispose comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé 'test genre', tel que défini à l'article 3 § 2 de l'ordonnance, est annexé au présent arrêté. Le 'test genre' est complété par les personnes qui rédigent une nouvelle réglementation. Cette personne peut être un collaborateur de cabinet ou un fonctionnaire de l'administration concernée.

§ 2. Le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des ministres.

§ 3. Le résultat du test doit être considéré comme une évaluation indicative du projet.

§ 4. Le Ministre compétent veille à ce que le 'test genre' soit complété.

§ 5. En l'absence de 'test genre', un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc faire l'objet d'une discussion au Conseil des ministres ».

Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 24 février 2015. Toutefois, selon son article 15, celui-ci « entre en vigueur le premier jour de la législature suivant celle durant laquelle a été adoptée l'ordonnance », soit le 10 juin 2014.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption du texte en projet.

2. La demande d'avis indique que l'avant-projet examiné a été soumis à l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale. Cet avis ne figure toutefois pas dans le dossier transmis au Conseil d'État.

Il convient donc de veiller à l'accomplissement complet de cette formalité préalable, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

1. Dans son avis 56.778/4 donné le 3 décembre 2014 sur un avant-projet devenu le décret du 12 mars 2015 de la Région wallonne ¹ portant assentiment à la même convention, la section de législation a formulé l'observation suivante :

« L'article 12, paragraphe 3, de la Convention internationale à laquelle l'avant projet de décret examiné vise à porter assentiment, fait référence au modèle de certificat d'assurance figurant en annexe. Cette dernière faisant ainsi partie intégrante de cette convention, il n'est pas nécessaire d'y porter expressément assentiment.

L'intitulé et l'article unique seront revus en conséquence ».

L'intitulé et l'article 2 de l'avant-projet d'ordonnance examiné appellent la même observation.

2. Conformément à son article 21, le traité international est établi « en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi ».

¹ *Doc. parl.*, Parl. wall., 2014-2015, n° 116/1, p. 24.

Lors de son dépôt au Parlement, la version authentique en français sera accompagnée d'un texte en langue néerlandaise précédé de la mention « traduction » ².

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 209 et 209.1. Voir l'avis 46.339/4 donné le 27 avril 2009 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 27 novembre 2009 'portant assentiment à la Convention sur les armes à sous-munitions, faite à Dublin le 30 mai 2008' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2009, n^o A-14, pp. 11-12), l'avis 43.849/4 donné le 17 décembre 2007 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 4 septembre 2008 'portant assentiment à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, adoptée le 2 novembre 2001 et faite à Paris le 6 novembre 2001' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2007-2008, n^o A-460/1, pp. 6-7) et l'avis 38.355/4 donné le 25 mai 2005 sur un avant-projet devenu la loi du 30 septembre 2005 'portant assentiment au Deuxième Protocole relatif à la Convention de la Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, fait à la Haye le 26 mars 1999' (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n^o 1225/1, p. 42).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar vooronderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt als volgt:

“Art. 3. Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe:

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 2, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in alle nieuwe beheersplannen, in alle nieuwe beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Brusselse overheidsdiensten en de Brusselse instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen. Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het model-evaluatieverslag van de impact, ‘gendertest’ genaamd regelen;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie”.

Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 is krachtens artikel 9, eerste lid, van dezelfde ordonnantie op 10 juni 2014 in werking getreden.

Op 24 april 2014 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een besluit vastgesteld ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Artikel 13 van dat besluit luidt als volgt:

“Art. 13. § 1. Het evaluatierapport over de impact op vrouwen en mannen, de ‘gendertest’, zoals bepaald in artikel 3 § 2 van de ordonnantie wordt in bijlage van dit besluit gevoegd. De ‘gendertest’ wordt ingevuld door de personen die de nieuwe reglementering opstellen. Die persoon kan een kabinetsmedewerker zijn of een ambtenaar van het betrokken bestuur.

§ 2. De ‘gendertest’ wordt ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad.

§ 3. Het resultaat van de test dient beschouwd te worden als een indicatieve meting van het project.

§ 4. De bevoegde Minister zorgt ervoor dat de 'gendertest' ingevuld wordt.

§ 5. Bij gebrek aan een 'gendertest' kan een ontwerp van reglementering niet als volledig worden beschouwd en kan dus geen voorwerp uitmaken van een beraadslaging binnen de Ministerraad".

Dat besluit is op 24 februari 2015 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Het treedt luidens artikel 15 ervan evenwel "in werking op de eerste dag van de legislatuur volgend op de legislatuur waarin de ordonnantie werd goedgekeurd", dat wil zeggen op 10 juni 2014.

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld voordat de ontworpen regeling wordt aangenomen.

2. De brief met de adviesaanvraag geeft aan dat het voorliggende voorontwerp ter fine van advies is voorgelegd aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat advies bevindt zich echter niet in het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden.

Er moet dus op toegezien worden dat dat voorafgaand vormvereiste volledig wordt vervuld, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 8 september 1994 'houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

1. In haar advies 56.778/4, op 3 december 2014 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van het Waals Gewest van 12 maart 2015¹ houdende instemming met hetzelfde verdrag, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

"L'article 12, paragraphe 3, de la Convention internationale à laquelle l'avant-projet de décret examiné vise à porter assentiment, fait référence au modèle de certificat d'assurance figurant en annexe 2. Cette dernière faisant ainsi partie intégrante de cette convention, il n'est pas nécessaire d'y porter expressément assentiment.

L'intitulé et l'article unique seront revus en conséquence."

Het opschrift en artikel 2 van het voorliggende voorontwerp van ordonnantie geven aanleiding tot dezelfde opmerking.

2. Het internationaal verdrag is, overeenkomstig artikel 21 ervan, gesteld zonder "in één oorspronkelijke exemplaar in de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijke authenticiteit".

¹ *Parl.St.* W.Parl. 2014-15, nr. 116/1, 24.

Wanneer het verdrag bij het Parlement wordt ingediend, moet bij de authentieke Franse versie een Nederlandse tekst worden gevoegd, voorafgegaan door de vermelding “vertaling”.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 209 en 209.1. Zie advies 46.339/4, op 27 april 2009 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 27 november 2009 ‘houdende instemming met het Verdrag inzake clustermunitie, gedaan te Dublin op 30 mei 2008’ (*Parl.St.* Br.Parl. 2009, nr. A-14, 11-12), advies 43.849/4, op 17 december 2007 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 4 september 2008 ‘houdende instemming met het Verdrag ter bescherming van het cultureel erfgoed onder water, goedgekeurd op 2 november 2001 en gedaan te Parijs op 6 november 2001’ (*Parl.St.* Br.Parl. 2007-08, nr. A-460/1, 6-7) en advies 38.355/4, op 25 mei 2005 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 30 september 2005 ‘houdende instemming met het Tweede Protocol inzake het Verdrag van ’s-Gravenhage van 1954 inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict, gedaan te ’s-Gravenhage op 26 maart 1999’ (*Parl.St.* Senaat 2004-05, nr. 1225/1, 42).